

## **Compte rendu au Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en Haïti**

Déclaration au nom du groupe consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC

New York, le 6 juillet 2023

Madame la présidente,

J'ai le plaisir de m'exprimer au nom du groupe consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC. Ce groupe est composé de 22 États membres qui se sont engagés à accompagner le développement socio-économique à long terme d'Haïti.

Nous sommes des amis, des voisins et des partenaires d'Haïti. Au cours de l'année, notre groupe s'est élargi à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, à la Barbade, au Kenya et à Saint-Kitts-et-Nevis. Nous espérons accueillir très bientôt la Jamaïque au sein du groupe.

Au nom du groupe consultatif, je souhaite souligner quatre points :

Premièrement, la communauté internationale doit agir sans plus attendre pour aider Haïti à rétablir la sécurité. Les Haïtiens ont besoin de sécurité pour quitter leur domicile en toute sécurité, sans craindre d'être tués, kidnappés ou violés; pour permettre aux enfants de se rendre à l'école en toute sécurité; pour garantir aux plus vulnérables l'accès aux services essentiels; pour permettre aux entreprises de reprendre le commerce et pour créer un espace pour des élections libres et équitables.

Pour ce faire, il est nécessaire d'endiguer les flux d'armes et de munitions, de renforcer la police nationale haïtienne, le système judiciaire et la primauté du droit, de protéger les droits de la personne, de lutter contre les violences sexuelles et sexistes, de travailler au niveau communautaire pour réduire la violence et d'exercer une pression directe sur ceux qui fomentent la violence et l'instabilité par la mise en œuvre de sanctions.

Deuxièmement, l'adoption d'une approche globale comprenant des mesures urgentes en matière de sécurité, d'aide humanitaire et de développement est essentielle pour Haïti.

Les actions immédiates visant à aider Haïti à rétablir la sécurité doivent s'accompagner d'efforts pour s'attaquer aux causes profondes de la violence dans le pays : l'extrême pauvreté, la corruption, l'impunité et la collusion entre les sphères politique et économique.

Madame la présidente,

De jeunes Haïtiens nous ont récemment fait part de leur lutte quotidienne pour se nourrir. Un jeune de 17 ans vivant à Cité Soleil nous a dit qu'il était plus facile de se procurer une arme que de trouver un repas.

Les besoins humanitaires ont doublé au cours de l'année dernière. Malgré son potentiel agricole considérable et le fait qu'il était capable jusqu'à récemment de produire la majeure partie du riz qu'il consommait, Haïti figure aujourd'hui parmi les pays où l'insécurité alimentaire est la plus élevée au monde.

Nous devons répondre d'urgence aux besoins humanitaires immédiats des Haïtiens énoncés dans le Plan de réponse humanitaire 2023 - dont moins de 23 % est financé. Dans le même temps, nous devons investir dans le développement durable d'Haïti afin de renforcer sa résilience, y compris celle de ses systèmes alimentaires.

Troisièmement, l'accord politique du 21 décembre et la mise en place du Haut conseil de la transition sont des étapes vers la construction d'un consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes. Nous continuons à encourager les parties prenantes haïtiennes à intensifier leurs efforts pour garantir un dialogue politique national large et inclusif, qui comprend les femmes et les jeunes, afin de tracer la voie à suivre pour rétablir la démocratie et accélérer le développement durable du pays.

Quatrièmement, en cette période critique, le soutien actif et l'expertise des Nations unies dans tous ces domaines sont essentiels.

Nous demandons instamment à ce Conseil de renouveler le mandat du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) pour une période de douze mois. Compte tenu de la gravité et de la détérioration de la situation en Haïti, nous demandons instamment au Conseil de sécurité de veiller à ce que le BINUH soit convenablement équipé, en termes de personnel et de ressources, pour s'engager auprès des parties prenantes haïtiennes et pour aider efficacement Haïti à traverser cette crise.

Madame la présidente,

Haïti traverse une crise complexe, multidimensionnelle et extrêmement grave – une crise qui ne cesse de se détériorer à un rythme alarmant. Les effets négatifs importants de cette crise sur la jeunesse haïtienne compromettent l'avenir du pays.

Ne nous contentons pas de parler de solidarité avec Haïti, nous devons aussi renforcer d'urgence notre soutien coordonné.

\*\*\*

Le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti d'ECOSOC est formé de l'Argentine, des Bahamas, de la Barbade, du Belize, du Bénin, du Brésil, du Canada (président), du Chili, de la Colombie, de la République dominicaine, du Salvador, de la France, d'Haïti, du Kenya, du Mexique, du Pérou, de Saint-Christophe-et-Niévès, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de l'Espagne, de Trinité-et-Tobago, des États-Unis d'Amérique et de l'Uruguay. Le président de l'ECOSOC est membre de droit du Groupe. Il a été initialement formé en 1999 et son mandat est de suivre de près et de fournir des conseils sur la stratégie de développement à long terme du pays.